



Réponse à Jacques Sallibartant, président de l'amicale des foreurs et des métiers du pétrole

Le collectif 07 Stop au gaz de schiste considère les propos tenus par M. Sallibartant sur France Bleu Drôme Ardèche le 12 septembre ne visent qu'à détourner l'attention au moment où les industriels doivent déclarer les méthodes envisagées pour la recherche au gouvernement. Ils sont par ailleurs empreints d'omissions, de mensonges et de dénigrement.

DETOURNER LE DEBAT

Selon la loi du 13 juillet 2011, « les titulaires de permis exclusifs de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux » ont jusqu'au 13 septembre pour remettre à l'administration « un rapport précisant les techniques employées ou envisagées dans le cadre de leurs activités de recherches. L'autorité administrative rend ce rapport public. » Dans le cas où ce rapport ne serait pas remis ou qu'il mentionne le recours à la fracturation hydraulique, le permis concerné serait abrogé.

« L'autorité administrative rend ce rapport public ». En tant que collectif citoyen, le collectif ardéchois Stop au gaz de schiste sera particulièrement vigilant à ce que cette publication soit respectée. Nous souhaitons connaître les méthodes envisagées par les industriels et nous assurer que la loi sera respectée. En effet, de l'aveu même de M. Sallibartant et de celui du géologue Gérard Medaisko le 13 septembre sur France-Info, il n'y a pas d'alternative techniquement et économiquement valable à la fracturation hydraulique. Nous pensons que les détenteurs de permis vont intensifier leur pression dans les mois à venir pour faire changer la loi. C'est dans ce sens que nous comprenons la véhémence des propos de M. Sallibartant le 12 septembre sur France Bleu Drôme Ardèche.

OMISSION DES CONSEQUENCES DE CET INDUSTRIE

Les propos de M. Sallibartant font complètement l'impasse sur les conséquences sanitaires pourtant reconnues de cette industrie. Les conséquences environnementales ne sont pas abordées non plus. Quant au volet économique, il n'aborde pas le manque à gagner pour l'économie locale, l'agriculture et le tourisme en particulier. Il préfère menacer de la perte du « confort actuel » que, selon lui, les hydrocarbures nous procurent. Pourra-t-on encore parler de confort quand nos ressources en eau potable seront compromises par la pollution et la pénurie, que l'air sera devenu irrespirable, que nos emplois seront détruits,...

Nous pensons qu'une véritable politique énergétique d'avenir consiste à favoriser la recherche et le développement des énergies renouvelables et non à « prolonger l'ère des hydrocarbures » comme l'annonce ce monsieur.

MENSONGE SUR LE DIALOGUE

M. Sallibartant dit en substance que nous sommes fermés au débat. Il évoque, pour justifier ses propos, une invitation à l'assemblée générale de l'Amicale des foreurs et des métiers du pétrole. Le collectif ardéchois Stop au gaz de schiste qui représente 110 collectifs locaux, associations, syndicats, partis politiques et collectif d'élus contre les gaz et huiles de schiste n'a jamais reçu une telle invitation. Nous avons choisi de toujours répondre à une invitation comme cela a été le cas avec M. Terrasse et Mme Royal en juin et avec M. Borloo (signataire des permis) en aout. Nous ne sommes pas fermé au dialogue à condition qu'il ne s'agisse pas d'un dialogue de sourds.

DENIGREMENT DES CITOYENS

Contrairement à ce qu'il affirme, il ne s'agit pas d'un combat « idéologique » mené par des « écolos » mais bien de la mobilisation de citoyens qui ont choisis de réagir pour défendre le territoire dans lequel ils vivent. Nos propos se nourrissent du constat sanitaire, environnemental de l'utilisation de la fracturation hydraulique ces dix dernières années aux Etats Unis. Ils se nourrissent également d'entretiens avec des neurologues, cancérologues, naturalistes, géologues,... Ils sont tout aussi pragmatiques que ceux de ce monsieur mais ne se placent pas du même point de vue.

Par ailleurs, nous ne pouvons tolérer le terme « d'agresseurs » qui n'a pas sa place dans un débat. Quel est le terme pour des industriels qui, sans débat public, ont l'intention de venir forer nos sols, polluer nos paysages et risquer de détruire nos ressources en eau ?

CONTACTS :

Jean Louis Chopy – 04 75 36 72 83 / 06 87 01 98 86 – frapna-ardeche@frapna.org

Porte parole du Collectif 07 « Stop au gaz de schiste », il apporte un éclairage sur l'actualité juridique et l'état de la mobilisation en Ardèche.

LE COLLECTIF 07 STOP AU GAZ DE SCHISTE

Le collectif ardéchois "Stop au gaz de schiste" se compose d'associations, de nombreux collectifs locaux, d'organisations syndicales, de collectivités locales et d'organisations politiques (110 organisations de tous horizons, 2 500 inscrits à la lettre d'informations, 18 000 personnes mobilisées à Villeneuve de Berg, appuyé par le Collectif des élus, le Parc Naturel des monts d'Ardèche,...). Créé en janvier 2011, il veut affirmer son refus de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste, qu'elle soit expérimentale ou industrielle. Il dénonce :

- Les conséquences environnementales désastreuses (pollution des réserves d'eau potable, du sol et des sous-sols) et la destruction des paysages
- Les ravages socio-économiques (agriculture, tourisme,...),
- Les atteintes irréversibles à la santé (produits mutagènes, reprotoxiques ou cancérigènes).
- L'aberration énergétique et la fuite en avant que ce choix représente à l'heure de la lutte contre le changement climatique,

Le temps est venu de mener une réflexion nationale sur l'avenir énergétique de notre pays, nous ne pouvons aller toujours plus loin dans la quête des énergies fossiles, au mépris de l'avenir des populations, ici ou ailleurs.

COMMUNIQUE DE PRESSE – MARDI 13 SEPTEMBRE 2011

COLLECTIF 07 STOP AU GAZ DE SCHISTE

Mouvement citoyen ardéchois